

Comité Local Formation Spécialisée (CSAL-FS Aude) 22 septembre 2026

Contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11 Mél : cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr

Monsieur le Président,

Cette Formation Spécialisée qui traite les sujets hygiène, sécurité et santé au travail à la DDFIP de l'Aude intervient après un été meurtrier pour le pays. La ministre de la santé, dans un bilan provisoire, chiffre la surmortalité à plus de 7000 du fait des canicules à répétition et du dérèglement climatique global. L'actualité a été nourrie de gigantesques et nombreux incendies pendant tout l'été. **Ces épisodes ont montré aux populations le manque flagrant de moyens des services publics de l'aménagement des territoires jusqu'au simple équipement basique de soldats du feu.**

Il suffit de se pencher sur la politique d'emplois dans les opérateurs publics chargés de l'environnement... **les chiffres se passent de commentaires** : ONF moins 1074 emplois depuis 2014 soit 11 %, MétéoFrance 662 emplois moins 22 %, agences de l'eau, moins 16 %, Cerema (centre d'études et sur les risques et l'environnement) moins 19 %, IGN moins 12 % etc ... On n'oubliera pas les baisses de budget de la sécurité civile, les 1000 camions citernes en moins ou la pathétique disponibilité de 5 à 8 canadiers sur les pauvres 12 possédés par la France. Les pompiers ne veulent pas être pointés comme des héros, ils en ont aussi assez, ils veulent des moyens suffisants à leur métier et appellent avec toute la fonction publique à l'action et la grève le jeudi 29 septembre.

A la DGFIP aussi nous ne voulons pas laisser notre santé au travail, nous avons le droit de bien travailler dans de bonnes conditions de travail. La CGT est contre la baisse du budget de cette instance alloué à l'Aude comme à la DGFIP. DGFIP où nous devons désormais vivre avec une insécurité informatique permanente entre les piratages et les indisponibilités à répétition ou les accès applicatifs dégradés.

Lecornu a annoncé vouloir faire à nouveau 54 milliards d'économie en particulier sur les dépenses de l'État. Pourtant les ministères qui sont le cœur de l'appareil répressif de l'État seraient encore tous annoncés avec des effectifs et moyens à la hausse, avec en tête l'armée et l'augmentation de 6,5 milliards du budget militaire dans une loi de programmation militaire qui était déjà portée à 393 milliards soit un doublement depuis les deux précédentes lois, puis la police et la gendarmerie, la justice (en particulier les prisons). **Sans oublier que le premier poste budgétaire c'est l'aide publique aux entreprises** qui est de 157 milliards par an sous Macron et que les entreprises françaises sont les championnes de versement de dividendes en Europe avec 61 milliards au premier semestre, autre exemple avec le monopole français Total qui engrange 7 milliards de bénéfices nets en plus au premier semestre. Jamais autant de richesses n'ont été créées dans le pays, il n'y a aucune raison à de

nouvelles coupes budgétaires dans les services publics ou les dépenses sociales sinon de subventionner et d'augmenter les taux de profit du capital.

L'autre sujet qui touche les travailleurs-ses y compris ceux de la DDFIP est celui de l'inflation en particulier alimentaire et des carburants. La CGT réitère encore sa demande d'élargissement du TT dès qu'un agent a besoin de 3 jours ou plus sans opposition d'un CDS ou de la direction. Nous vous avons déjà déposé une pétition en ce sens en intersyndicale.

Enfin tous les ministères sont en train d'établir leur budget, la DGFIP également. 550 suppressions nettes d'emploi étaient prévues. Les agents veulent savoir où pourraient se situer les suppressions d'emploi audoises auxquelles vous êtes en train de réfléchir. Il est inadmissible qu'on n'accepte de ne nous les donner qu'en mars et alors même que nous avons déjà fait nos demandes de mutations.

Il va sans dire que le sujet des conditions de travail est donc bien directement lié à l'emploi.

La CGT veut également savoir si des restructurations comme annoncées à la DGFIP pour 25 % de ses structures, vont avoir lieu dans l'Aude en 2027.

Suite aux heures mensuelles d'informations communes avec la section FO DDFIP 11, nous avons aussi, en plus des points à l'ordre du jour, des questions diverses sur le parking, la restauration, l'immobilier à Narbonne et à Sémard mais sans doute que nous pourrions en parler avec le point à l'ordre du jour sur le rapport de l'ISST concernant Sémard, sur les listes d'aptitudes et les agents espèrent des réponses concrètes.

Nous appelons les collègues à s'organiser et se mobiliser, à se réunir, à participer aux Heures Mensuelles d'Informations auxquelles ils ont droit quels que soient leurs statuts. Un nouveau réseau de proximité c'est-à-dire de suppressions de sites et de services est en projet avec une vague de suppressions d'emploi amplifiée, si nous ne nous organisons pas, ne montrons pas dès maintenant notre rejet et notre détermination à s'organiser, nous le paierons encore cher.

Ensemble soyons plus forts pour augmenter le rapport de force en notre faveur ! Cela commence par le mardi 29 septembre.

La CGT Finances Publiques Aude.